

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
Cours Massena - CS 82205  
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	23	2

N° de la séance : 02

Objet de la délibération : DGA / DEAD -  
Contrat de territoire urbain CASA /  
Département des Alpes-Maritimes -  
Convention Horizon 2026

- ☒ Original  
☐ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2021.154

Date de la convocation :  
**Le 07/09/2021**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **21 SEP. 2021**

de la réception s/Préfecture  
en date du **22 SEP. 2021**

Pour le Président,  
La Responsable de Service

  
Corinne SAINTE

## **EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU BUREAU DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 13 septembre 2021**

L'an deux mil vingt et un et le 13 septembre à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré – avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

### **PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Alexis ARGENTI

### **ABSENTS :**

Frédéric POMA, René TRASTOUR

### **Monsieur LEONETTI,**

**VU** la publication du Plan de Relance du Gouvernement français le 3 septembre 2020 de 100 milliards d'euros qui s'articule autour de 3 priorités, l'écologie, la compétitivité et la cohésion, pour redresser durablement l'économie française et créer de nouveaux emplois ;

**VU** la délibération du 18 décembre 2020 de l'Assemblée Départementale renforçant sa politique de solidarité territoriale et de mise en œuvre d'outils de contractualisation avec les 5 EPCI urbains (CASA, CAPG, CACPL, MNCA, CARF) et leurs communes centres (Antibes, Grasse, Cannes, Nice et Menton) par l'élaboration d'un Contrat de Territoire et d'une convention-cadre sur la période 2021-2026 ;

**VU** la délibération n° CC.2021.029 du Conseil Communautaire du 12 avril 2021 qui délègue au Bureau Communautaire le soin d'approuver les dispositifs de contractualisation financière ;

**CONSIDERANT** que ce Contrat de Territoire a vocation à générer un véritable effet de levier pour favoriser le développement durable des Alpes-Maritimes et vise à accompagner les grands projets d'investissements structurants en lien avec les grandes politiques départementales ;

**CONSIDERANT** que ce Contrat de Territoire représente plus de 150 millions d'euros d'aides départementales sur 6 ans (2021/2026) et constitue désormais l'outil privilégié et exclusif de dialogue entre les 5 EPCI, leurs Communes centres et le Département des Alpes-Maritimes, dans un souci de cohérence et de lisibilité de l'action départementale ;

**CONSIDERANT** que ce nouveau contrat pluriannuel est en concordance avec les calendriers des mandats locaux et des autres politiques contractuelles (Fonds européens, Plan de relance, Contrat d'avenir et CPER...);

**CONSIDERANT** qu'au sein d'une démarche partagée, ambitieuse, il est prévu la signature d'une convention Horizon 2026 entre le Département des Alpes-Maritimes, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et sa ville centre Antibes ;

**CONSIDERANT** que cette convention relative au Contrat de Territoire 2021-2026 prévoit 16 opérations sur le territoire de la CASA dont 2 opérations sur la commune d'Antibes, représentant un montant total de 51 259 062 € et une proposition de financement prévisionnel du Département des Alpes-Maritimes de 11 345 579 € ;

**CONSIDERANT** que les projets identifiés ci-dessous s'inscrivent au titre du Contrat de Territoire 2021-2026 :

PROJETS	Maître d'ouvrage	Montant d'opération	Montant de l'aide départementale	Taux %
Démolition et reconstruction de la station d'épuration de Gréolières - Amélioration des performances énergétiques - Etudes et travaux	CASA	1 900 000 €	570 000 €	30
Reconstruction de la station de Gourdon - Travaux de mise en conformité et amélioration des performances énergétiques - Etudes et travaux	CASA	832 663 €	249 799 €	30
Aménagements hydrauliques paysagers pour la protection contre les inondations de l'école Sartoux-Valbonne	CASA	400 000 €	120 000 €	30
Reconstruction du poste de relevage des eaux usées Vauban à Antibes - Etudes et travaux d'amélioration des performances environnementales	CASA	2 100 000 €	630 000 €	30

Maison du verre : Acquisition d'une Maison Bourgeoise au cœur du village et réalisation d'un pôle de l'innovation autour du verre comprenant une résidence d'artistes et des espaces d'exposition à Biot	CASA	2 710 000 €	542 000 €	20
Reprise poursuite du sentier littoral à Villeneuve-Loubet	CASA	589 975 €	117 995 €	20
Définition du schéma directeur d'assainissement communautaire	CASA	800 000 €	240 000 €	30
Aire d'accueil GDV - La Palmosa - Travaux accueil sanitaire	CASA	300 000 €	90 000 €	30
Création d'une maison de l'environnement et du développement durable avec équipements agricoles et de transformation dans le cadre d'un Projet Alimentaire Territorial (PAT) à Châteauneuf	CASA	4 500 000 €	900 000 €	20
Elaboration du Projet Alimentaire Territorial (PAT) CASA (animation)	CASA	100 000 €	30 000 €	30
Construction du Bassin de rétention "Cerutti" sur le bassin versant du Laval à Antibes – Etudes et travaux	CASA	2 070 000 €	621 000 €	30
Recalibrage des ouvrages cadres sous la RD 6007 au droit des vallons (Pierre à Tambour et Maurettes - Villeneuve-Loubet) – Etudes et travaux	CASA	790 000 €	237 000 €	30
NAUTIPOLIS création d'un bassin extérieur	CASA	1 645 000 €	493 500 €	30
Pôle de loisirs avec baignade biologique au secteur des Plans à Villeneuve Loubet	CASA	841 424 €	168 285 €	20
Equipement sportif Tennis de table - Stade Gilbert Auvergne	ANTIBES	5 800 000 €	1 160 000 €	20
Stade nautique phase 2	ANTIBES	25 880 000 €	5 176 000 €	20
<b>TOTAL</b>		<b>51 259 062 €</b>	<b>11 345 579 €</b>	

Il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver les termes de la convention relative au Contrat de Territoire 2021-2026 entre le Département des Alpes-Maritimes et la CASA, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention Horizon 2026 et tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président à déposer les dossiers de demande de subvention pour les opérations identifiées dans ladite convention.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver les termes de la convention relative au Contrat de Territoire 2021-2026 entre le Département des Alpes-Maritimes et la CASA, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention Horizon 2026 et tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président à déposer les dossiers de demande de subvention pour les opérations identifiées dans ladite convention.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 13 septembre 2021  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

DIRECTION GENERALE  
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

DIRECTION GENERALE ADJOINTE  
POUR LE DEVELOPPEMENT

DIRECTION DE L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE  
SERVICE D'APPUI FINANCIER AUX COLLECTIVITES

## CONVENTION HORIZON 2026

Entre le Département des Alpes-Maritimes et « *bénéficiaire* »  
relative au contrat de territoire urbain 2021-2026

**Entre :** le Département des Alpes-Maritimes,

représenté par son Président, Monsieur Charles Ange GINESY, domicilié en cette qualité au centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour, BP 3007, 06201 Nice cedex 3, et agissant conformément à la délibération de la commission permanente en date du ..... ;

d'une part,

**Et :** « *bénéficiaire* »

représenté par son « *titre* » en exercice, domicilié en cette qualité « adresse », désigné ci après : « *le bénéficiaire* »;

d'autre part,

## PREAMBULE

La solidarité territoriale s'exprime au travers des aides départementales aux collectivités. Chaque année, le Département de Alpes-Maritimes, garant de la cohésion sociale et territoriale, consacre un budget conséquent au soutien des projets de développement des collectivités en subventionnant plus de 700 opérations pour un montant global d'aide de plus de 50 millions d'euros.

Par ailleurs, l'efficacité de l'action publique passe à la fois par un effort de concertation et de coordination entre les différentes institutions intervenant sur un territoire donné. Cela est d'autant plus nécessaire dans un contexte budgétaire contraint où les collectivités ont besoin de programmer leurs investissements.

Ainsi, par délibération du 18 décembre 2020, l'assemblée départementale a décidé de renforcer sa politique de solidarité territoriale et de mettre en œuvre des outils de contractualisation avec les intercommunalités urbaines et leurs communes centres, instaurant une nouvelle relation pour bâtir le territoire de demain.

La mise en cohérence des actions du Département et des 5 EPCI urbains exprime la volonté et la politique départementale d'élaborer un projet commun pour favoriser le développement durable des Alpes-Maritimes et améliorer la qualité de vie des maralpins.

Ainsi, au sein d'une démarche partagée, ambitieuse et responsable, il est proposé de conclure 10 contrats avec les 5 EPCI urbains (CAPG, CACPL, CASA, MNCA, CARF) et leurs villes centres (Grasse, Cannes, Antibes, Nice et Menton).

Ces 10 contrats, qui regrouperont en un document unique tous les financements reçus par signataire, représentent plus de 150 millions d'euros d'aides départementales sur 6 ans pour XXX projets et un montant de travaux de XXX € générant ainsi un effet de levier considérable pour le développement du territoire maralpin.

Ils permettront d'accompagner la conduite de projets, de renforcer la cohérence et la lisibilité de l'action départementale au service d'un développement équilibré du territoire et concerneront les aides en faveur de projets d'investissement structurants entrant dans le projet de territoire en lien avec les grandes politiques départementales.

Ces contrats pluriannuels 2021-2026 sont désormais l'outil privilégié et exclusif de dialogue concernant les aides départementales entre les 5 EPCI, leurs communes centre et le Département. Ils sont en concordance avec les calendriers des mandats locaux et des autres politiques contractuelles (Fonds européens, Plan de relance, Contrat d'avenir et CPER...).

Par délibération en date du « *date AD* », le Département s'engage au titre du contrat de territoire 2021/2026 à subventionner « *nombre* » opérations pour un montant prévisionnel de « *montant total* » € maximum.

## **IL EST CONVENU CE QUI SUIT**

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objectif de :

- définir un contrat de territoire urbain permettant ainsi de contribuer à un développement local durable et structurant.
- préciser les modalités de partenariat ainsi que les conditions d'attribution de l'aide départementale.

Ainsi, elle permet de :

- Répondre de manière plus pertinente aux besoins des territoires ;
- Renforcer la cohérence et la lisibilité de l'action départementale au service d'un développement équilibré du territoire ;
- Acquérir une meilleure lisibilité budgétaire grâce à un engagement pluriannuel.

Les projets éligibles au contrat devront être réalisés en cohérence avec la politique GREEN deal et SMART Deal du Département.

Le GREEN Deal a pour objectif de réaliser des actions, en matière de développement durable, qui permettront de :

- Préserver l'environnement d'exception que nous offrent les Alpes-Maritimes,
- Faire de notre département un leader en matière de la transition écologique.

Quant au SMART Deal, il permet de conduire des projets qui permettront, au travers du numérique, de répondre à un double objectif :

- Apporter un meilleur service aux usagers grâce à l'amélioration de la performance et la modernisation de l'administration départementale,
- Répondre aux enjeux du territoire pour améliorer la qualité de vie des habitants.

Dans le cadre de sa politique de solidarité territoriale, le Département soutient à travers ce contrat de territoire les grandes politiques départementales visant à :

- Accompagner la transition écologique dans les Alpes-Maritimes : anticiper les mutations territoriales, économiques, sociales et environnementales, maîtriser le développement du territoire, créer une synergie entre les acteurs pour créer une démarche écoresponsable ;
- Mettre en place une stratégie de transformation numérique pour améliorer les services rendus aux habitants ;
- Renforcer l'attractivité des Alpes-Maritimes ;
- Aider à la reconstruction des vallées sinistrées, suite à la Tempête Alex du 2 octobre 2020 ;
- Financer les Programme d'Actions de Prévention des Inondation, la compétence GEMAPI, les régies des eaux, les transports.

Toutefois, les champs d'intervention des catégories suivantes sont exclus :

- Les actions de fonctionnement hors PAPI,
- Les études préalables à la réalisation d'un projet d'équipement.

Ainsi, un programme d'investissement a été arrêté en commun entre le Département et le bénéficiaire axé sur des thématiques Greendeal et Smartdeal :

- Les risques naturels et la transition environnementale,
- La qualité de vie,
- La mobilité verte,
- La transition numérique.

Les actions et les montants d'intervention prévisionnels sont détaillés dans le tableau récapitulatif des opérations annexés à la présente convention.



## **ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE**

La convention prend effet à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 décembre 2026. Au-delà, la subvention est caduque.

## **ARTICLE 3 : REVISION DE LA CONVENTION**

Le contrat obéit à une logique partagée et chaque évolution doit s'inscrire dans une étape de négociation. A la fin d'une période de 3 ans, c'est-à-dire à mi-mandat (en 2024), il sera procédé à une révision. Cette révision se fera au regard du bilan d'exécution réalisé par le bénéficiaire.

### ***Phase 1 : (De la notification à mai 2024)***

Les actions qui ne seront pas engagées dans les 3 premières années ne peuvent pendant cette période se voir substituer une autre action.

***Révision : (janvier 2024 à mai 2024)*** A mi-mandat, il sera procédé à un bilan et à une révision. De nouvelles actions pourront alors être engagées mais dans la limite du montant prévisionnel prévu dans la convention initiale. Si lors de la révision il est constaté que le bénéficiaire a consommé moins de 40% du montant prévisionnel global, la 2<sup>ème</sup> phase ne pourra porter que sur 50% du montant prévisionnel global.

### ***Phase 2 : (mai 2024 au 31 décembre 2026).***

Les travaux relatifs aux opérations prévues dans les fiches actions devront être impérativement terminés au 31 décembre 2026 pour être financés par le CD. Cependant, les factures pourront être envoyées jusqu'au 31 octobre 2027.

## **ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DES SUBVENTIONS**

Chaque action répertoriée dans la fiche récapitulative annexée à la présente convention fera l'objet d'une subvention votée en commission permanente. Le bénéficiaire devra alors fournir les pièces constitutives d'un dossier de subvention comme prévu dans le règlement des aides aux collectivités. Si le dossier est incomplet, la subvention ne pourra être votée.

L'engagement juridique se traduit par une délibération en commission permanente.

Aucune subvention relative à cette convention ne pourra être votée au-delà du 31 décembre 2026.

La règle de non-commencement des travaux ne s'applique pas aux opérations visées par la présente convention. Les opérations engagées avant la signature du contrat pourront être prises en compte néanmoins, le Département versera l'aide uniquement sur la base de factures datées postérieurement à la date de notification de la présente convention. Aucune rétroactivité sur les factures ne sera acceptée.



## **ARTICLE 5 : ENGAGEMENT FINANCIER AU TITRES DES OPERATIONS INSCRITES DANS LE CONTRAT HORIZON 2026**

Le montant prévisionnel maximum réservé par le Département au titre du contrat de territoire 2021/2026 concerne **XX** actions et s'élève à **XXX €** de travaux. Le détail des actions retenues au titre du présent contrat est précisé dans le tableau récapitulatif des opérations annexées à la présente convention.

Chaque opération répertoriée dans ce tableau fera l'objet d'une subvention votée en commission permanente au taux contractuellement fixé. Celle-ci pourra être revue à la baisse si le montant de l'opération s'avère inférieur au coût initialement prévu. En revanche, elle ne pourra excéder le montant prédéfini annexé à la présente.

Ce soutien financier du département aux projets de territoire devra respecter les règles suivantes :

- Le montant de la subvention départementale est individualisé par action et ne peut être transféré vers une autre action ;
- Le taux de la participation du Département est fixé entre 10 à 40% du montant subventionnable HT dans la limite des 80% de financement par opération ;
- Aucune autre subvention ne pourra être accordée au bénéficiaire en dehors des actions listées dans le tableau récapitulatif des opérations.

Le bénéficiaire devra alors fournir les pièces constitutives d'un dossier de subvention comme prévu dans le règlement des aides aux collectivités. Si le dossier est incomplet, la subvention ne pourra être votée.

## **ARTICLE 6 : VERSEMENTS DES SUBVENTIONS**

L'aide financière allouée par le Département sera versée soit à l'EPCI, soit au maître d'ouvrage identifié dans le tableau récapitulatif des opérations annexés à la présente convention, à condition que ce dernier soit un opérateur public. L'aide ne pourra en aucune façon être versée à un opérateur privé.

Les subventions départementales allouées au titre du présent contrat peuvent faire l'objet de versement d'acomptes sur présentation de documents comptables justifiant le niveau de réalisation de l'opération.

Le montant de chaque acompte ne pourra être inférieur à 20 % de la subvention départementale et sera versé sur présentation soit du récapitulatif des dépenses certifiées par le comptable public soit des pièces justificatives portant certification du service fait.

Le nombre de versement ne pourra être supérieur à 5 par opération.

Le versement du solde se fera sur présentation de l'ensemble des pièces justificatives accompagnées d'un état récapitulatif de la totalité des dépenses certifié par le comptable public.

Les services du Département se réservent le droit, en tant que de besoin, de conditionner un versement à la fourniture de justificatifs supplémentaires pour le cas où l'état des dépenses transmis ne permettrait pas de déterminer avec certitude si la nature des dépenses certifiées est conforme à l'objet de la subvention attribuée.

## **ARTICLE 7 : SUIVI DE LA CONVENTION**

Le bénéficiaire s'engage à mettre en place des tableaux de suivi de la programmation de l'ensemble des actions, à les actualiser et à les communiquer tous les semestres au département.

Par ailleurs, une réunion technique entre les services départementaux et les services du bénéficiaire sera organisée chaque fin d'année pour faire le point sur l'état d'avancement des opérations annexées à la présente convention.

## **ARTICLE 8 : LISTES DES ANNEXES**

Les documents suivants sont annexés à la présente convention :

- Le tableau financier récapitulatif des opérations inscrites dans la présente convention,
- Les fiches projets des opérations inscrites dans la convention.

## **ARTICLE 9 : CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES FONDS**

Dans l'hypothèse où l'examen des comptes et du rapport d'activité fait apparaître la non-utilisation de tout ou partie de la participation accordée ou une utilisation qui n'est pas conforme à l'objet de la convention, un titre de recettes équivalent à la somme non utilisée sera émis au bénéfice du Département. Dans ce cas, l'organisme de promotion s'engage à reverser cette somme.

## **ARTICLE 10 : COMMUNICATION**

Le bénéficiaire devra faire clairement apparaître le soutien du Département pour chacune des actions entreprises dans le cadre de la présente convention et notamment apposer son logo ou faire mention de sa contribution sur tous les supports de communication.

## **ARTICLE 11 : RESILIATION**

Cette convention peut être résiliée après mise en demeure préalable pour défaut d'exécution des obligations contractuelles par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception. Ce courrier précisera le délai de résiliation de la convention.

## **ARTICLE 12 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS**

A défaut d'accord amiable, les contestations qui s'élèveront entre les parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention seront portées devant le tribunal administratif de Nice.

## **ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

### **13.1. Confidentialité :**

Les informations fournies par le Département des Alpes-Maritimes et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département des Alpes-Maritimes.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toute précaution utile afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'information confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tout fichier manuel ou informatisé stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'information selon les modalités prévues au présent contrat.

Si, pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de services, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département des Alpes-Maritimes se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département des Alpes-Maritimes pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

### **13.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :**

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

#### *Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)*

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits.

#### *Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)*

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département des Alpes-Maritimes à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

#### *Délégué à la protection des données*

Le signataire de la convention communique au Département des Alpes-Maritimes le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

#### *Registre des catégories d'activités de traitement*

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

### **13.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.**



Fait à Nice, le

En 2 exemplaires originaux

Le « *titre* »

Le Président du Département  
des Alpes-Maritimes,

« *Prénom NOM* »

Charles Ange GINESY

## ANNEXE A LA CONVENTION PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

Cette annexe a pour objectif, sans que cela ne soit exhaustif, de balayer les obligations liées à l'entrée en vigueur du Règlement 2016/679 et de rappeler les éléments majeurs à prendre en compte par le partenaire qui porte également une responsabilité (article 82 et suivants du règlement).

Le Département, ainsi que le partenaire, signataire de la convention (dont les obligations sont visées au considérant (1) et à l'article 28 du Règlement), doivent prendre toutes les précautions utiles au regard des risques présentés par les traitements pour préserver la sécurité des données à caractère personnel (Section 2, article 32 à 34 du Règlement). Ils doivent, notamment au moment de leur collecte, durant leur transmission et leur conservation, empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Ils s'engagent à présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à sécuriser le traitement. Il appartient en particulier au partenaire, signataire de la convention d'engager d'ores et déjà le « Privacy by Design » afin de se mettre en conformité.

Les impacts de ce règlement sont majeurs en termes de droits pour l'utilisateur et en termes d'organisation et d'actions liées à la sécurité des traitements.

A cet égard, le partenaire dont les obligations sont édictées par l'article 28 du Règlement 2016/679, doit notamment s'assurer que :

- toute transmission d'information via un canal de communication non sécurisé, par exemple internet, s'accompagne de mesures adéquates permettant de garantir la confidentialité des données échangées, telles qu'un chiffrement des données ;
- les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL voire de l'ANSSI, ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité ;
- un mécanisme de gestion des habilitations doit être mis en œuvre et régulièrement mis à jour pour garantir que les personnes habilitées n'ont accès qu'aux seules données effectivement nécessaires à la réalisation de leurs missions. Le partenaire, signataire de la convention, s'engage à définir et formaliser une procédure permettant de garantir la bonne mise à jour des habilitations ;

- des mécanismes de traitement automatique garantissent que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou seront renvoyées au responsable de traitement ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées et ce en fonction de la réglementation en vigueur et des délais de conservation en lien avec le traitement et le Département. Concernant les mécanismes d'anonymisation, il conviendra de s'assurer que les statistiques produites ne permettent aucune identification, même indirecte, des personnes concernées ;
- les accès aux applications informatiques (par exemple en télémaintenance) doivent faire l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et du règlement européen relatif à la protection des données, doivent quant à eux être spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et cela pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites ;
- le partenaire s'interdit de recourir à des sous-traitants (article 28 – 2° du Règlement) sauf cas prévu dans avec la collectivité. Il s'engage, en recourant à un sous-traitant, au nécessaire maintien de la sécurité et de la confidentialité des données qui lui ont été confiées par le Département.

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement

Le partenaire s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, le partenaire fournit une aide au responsable de traitement (article 28-3° -f) en aidant à la réalisation d'une analyse **d'impact sur la vie privée** (art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et libertés des personnes

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du Règlement)

Le partenaire s'engage à communiquer au responsable de traitement, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur le traitement des données transmises par le Département des Alpes-Maritimes.

Le partenaire documentera le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Concernant la conformité des traitements

Le partenaire met à la disposition du Département des Alpes-Maritimes toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le Règlement 2016/679 relatif à la protection des données des personnes physiques et pour permettre la réalisation d'audits.

**AR receptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 13/09/2021  
Numéro : BC\_2021\_154  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Contrat de territoire urbain CASA / Département des Alpes-Maritimes -Convention Horizon 2026  
Matière : 8.4 - Amenagement du territoire

**Interlocuteur**  
Nom : VINCENT Laurence

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : sqUFSDU

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 22/09/2021  
Identifiant : 006-240600585-20210913-BC\_2021\_154-DE

**Acte reçu**

Date : 13/09/2021  
Numéro interne : BC\_2021\_154  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 4  
Objet : Contrat de territoire urbain CASA / Département des Alpes-Maritimes -Convention Horizon 2026  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20210913-BC\_2021\_154-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_SE-006-240600585-20210913-BC\_2021\_154-DE-1-1\_2.PDF

N